

«Il y avait un pas-de-porte à payer pour le poste de Premier»

Pour Defraigne, « on ne peut pas vivre dans un État de guerre civile et de lutte des classes »

Elle espérait être ministre, elle hérite du perchoir du Sénat. La Liégeoise Christine Defraigne ne sera donc pas membre du futur gouvernement. Si elle assure ne pas être déçue, l'intéressée souligne que tout peut vite changer en politique. Defraigne reconnaît qu'il y avait un prix à payer pour le poste de Premier ministre.

M^{me} Defraigne, votre chance de devenir ministre un jour est-elle passée ?

Tant qu'on est en politique, la messe n'est jamais dite. Une semaine, en politique, c'est une éternité. Vous savez, je suis très contente que l'on ait pensé à moi pour exercer des responsabilités. Et je ne m'attendais pas à être le 3^e personnage du Royaume, dans l'ordre protocolaire (après le Roi et le président de la Chambre, Ndlr). Ce n'est pas ma préoccupation, mais cette qualité vaut par les leviers qu'elle engendre.

Mais vous songiez quand même à la possibilité de décrocher un portefeuille exécutif ? D'autant que votre nom revenait souvent...

Depuis le temps que je fais de la politique, j'ai appris que tout pouvait changer jusqu'au dernier moment. Il y avait des équilibres hommes/femmes et géographiques à trouver... Je suis au Sénat depuis 11 ans, je connais la maison. Mon président de parti, aujourd'hui Premier ministre, m'a demandé de gérer le nouveau visage de l'assemblée et la mutation de cette institution qui devient le lien stratégique des relations entre l'État fédéral et les entités fédérées. Nous allons devoir mettre en œuvre la 6^e réforme de l'État avec un parti, la NV-a, qui ne l'a pas négociée. On sait qu'il y aura des crises d'urticaire communautaires, nous ne sommes pas naïfs ! Et où cela pourra-t-il être discuté sachant que les préoccupations du gouvernement sont socio-économiques ? Au Sénat.

Vous n'estimez pas être mal récompensée à la lueur de vos résultats du 25 mai et, surtout, de votre fidélité à

Charles Michel dans une région qui était plutôt « reyniersienne » ?

On n'est pas scotché à vie à une fonction. Tous les changements sont toujours possibles. Je vais prendre mon rôle au sérieux et je me dis que cela va me permettre, quelque part, d'être au-dessus de la mêlée. Certes, je suis issue d'une majorité. Mais je tends la main à tout le monde.

C'est-à-dire ?

Je la tends aux entités fédérées. Nous vivons des temps troublés. La colère de la rue, je l'entends ! Et oui, les mesures qui vont être prises seront difficiles. Mais ça le sera partout, contrairement à ce que certains veulent faire croire : au fédéral, en Flandre, et aussi en Wallonie. Il faut donc dialoguer. Et j'invite les forces vives, à commencer par celles du pays de Liège, Messieurs Marcourt, Demeyer, Labille et Goblet, à me transmettre leurs messages.

On a vu dès jeudi que la FN Herstal débrayait en signe de protestation contre les mesures annoncées du gouvernement fédéral. Que les travailleurs descendent plus et plus vite dans la rue est quelque chose que vous craignez ?

Bien sûr, ce risque existe !

C'est pourquoi il faut arrêter les fâcheries. Le citoyen a besoin de calme social. On ne peut pas vivre dans un état de guerre civile et de lutte des classes ! On ne peut pas se permettre une guerre sociale. Donc arrêtons tout ça et discutons.

Mais vous comprenez que certains ne soient pas rassurés quand on évoque la retraite à 67 ans, le saut d'index, etc.

Oui, ça peut faire tiquer, bien sûr. C'est pourquoi nous devons faire preuve de pédagogie. On ne prend pas ces mesures par plaisir, personne n'est sadique. Mais le pays a besoin d'avoir des réformes profondes et essentielles pour notre avenir.

Vous dites que vous serez au-dessus de la mêlée. Et si vous n'êtes pas d'accord avec certaines mesures du Gouvernement ?

On verra bien, je ne fais pas de pronostics là-dessus. Mais ma fonction donne du recul, une perspective aux choses, que n'ont peut-être pas les ministres qui ont le nez dans le guidon.

Ne cherchez-vous pas un peu à justifier le poste qu'on vous a confié ? L'importance du Sénat a été clairement réduite suite à la réforme de l'État.

Non, mais quand on me donne quelque chose, je m'investis à fond.

Le fait que vous ne soyez pas devenue ministre est essentiellement dû à la perte de la compétence « justice » au profit du cd&V ?

C'est l'un des éléments qui a joué. Le MR, à part les Affaires étrangères, n'hérite d'aucune matière régaliennne. Nous avons des départements plus techniques. Second élément : en cas d'échauffements institutionnels, j'étais celle qui avait le plus d'expérience et qui était directement opérationnelle pour le Sénat.

Trois, il y a les grands équilibres.

Le MR a payé cher le poste de Premier ministre ?

Il y avait un pas-de-porte à payer...

Mais était-il trop cher ?

La fonction de Premier ministre est très

importante, donc tout est en proportion. Mobilité, Énergie, Pensions sont des dossiers difficiles, c'est vrai. Mais plus ça l'est, plus le défi est beau.

Le MR n'est-il finalement pas le seul parti de la coalition à prendre des risques ?

Personne n'a jamais nié que le MR prenait de gros risques. Mais le MR a aussi, ici, une opportunité historique de réformer notre

pays !

La priorité a été donnée au socio-économique. Vous pensez vraiment qu'il n'y aura pas d'institutionnel durant cinq ans ?

Je pense qu'il y aura des velléités institutionnelles, qui remonteront sans doute des entités fédérées. Mais il n'y aura pas de réformes institutionnelles sous cette mandature. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GASPARD GROSJEAN

« PERSONNE N'A JAMAIS NIÉ QUE LE MR PRENAIT DE GROS RISQUES »

▲ TOP

> Charles 1^{er}

« Le fait que Charles Michel soit devenu Premier ministre est la consécration d'un

parcours remarquable avec un sens de la négociation et du compromis. Et ça, à moins de 40 ans. C'est quand même extraordinaire. » ■

« JE TENDS LA MAIN MM. DEMEYER, MARCOURT, LABILLE. ET AUSSI À MARC GOBLET

▼ FLOP

> « Cette agitation sociale »

Christine Defraigne déplore : « La population a besoin d'être

rassurée, pas qu'on lui fasse peur. Nous allons travailler et nous allons expliquer. Mais de grâce, dialoguons ! » ■

SES FONCTIONS

Cumul: «Je m'organiserai»

> Vous allez donc être à la fois présidente du Sénat, députée wallonne et communautaire, cheffe de groupe MR à Liège, tout en continuant vos activités d'avocate. N'est-ce pas un peu trop ?

« Vous savez, j'ai cette chance de travailler vite et, même s'il m'arrive d'oublier mes clés ou mon GSM, d'être extrêmement organisée. Mais ce que je suis avant tout, c'est la maman de Jean-Baptiste. C'est la première de mes « fonctions ». Pour le reste, la présidence en plus ? Je m'organiserai. Ça ne changera rien.. » ■

L'ANALYSE

Tous les risques pour un seul parti

par Gaspard GROSJEAN
JOURNALISTE POLITIQUE

Disons-le tout de go : oui, le MR a payé très – trop, ne manqueront pas de souligner certains – cher le poste de Premier ministre. Le compte est vite fait. Un, Charles Michel fait partie du quota de ministres francophones. Or, traditionnellement, il y avait une parité francophones-Flamands plus un Premier asexué. Ce n'est pas le cas, il y a une asymétrie arithmétique. Deux, une seule matière régaliennne dans l'escarcelle des libéraux : les Affaires étrangères. Intérieur, Finances et Défense filent à la NV-a. La Justice

part au cd&V. Soulignons à ce sujet que traditionnellement, quand une communauté avait la Justice, l'autre héritait de l'Intérieur. Ici, il n'en est rien. Trois, et ce point découle directement du second : les matières dont hérite le MR. Plusieurs sont extrêmement sensibles : les Pensions (et le recul de l'âge légal de 65 à 67 ans), la Mobilité (et l'épineux dossier du survol de Bruxelles) ou encore l'Énergie (et le risque de black-out).

Équilibre rompu, répartition des compétences contestables...

À votre avis, dans ce Gouvernement, quel parti prend tous les risques ? ■